



Procès-Verbal du Conseil Municipal

Séance du Jeudi 7 Décembre 2017

20h30 – Salle du Conseil Municipal



L'an deux mille dix-sept, le jeudi 7 Décembre à 20h30, le Conseil Municipal, légalement convoqué s'est réuni à la Mairie de Marolles en Brie, salle du conseil municipal, en séance publique, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour, sous la présidence de :

Madame Christine GUILLETTE, Maire de Marolles en Brie

Etaient présents MM les Conseillers Municipaux, lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement, en exécution de l'article L 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

PRÉSENTS : Mme Christine GUILLETTE, M. Jean-Claude DARCY, M. Bernard ANDRE, Mme Florence BERTHEAU, M. Frédéric DEVARREWAERE et Mme Christine CASSUS.

ABSENTS EXCUSÉS : Néant

ONT DONNÉ POUVOIR : M. Patrick CHANUT à Mme Christine GUILLETTE, M. Frédéric WEISS à M. Patrick MOIREAU (Non conforme) et M. Patrick MOIREAU à M. Jean-Claude DARCY

Nombre de Conseillers Municipaux

En exercice : 9

Présents : 6

Pouvoirs : 2

Votants : 8

Date de convocation : le 28 Novembre 2017

Date d'affichage : le 28 Novembre 2017

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :

Conformément à l'article L 2541-6 du Code général des collectivités territoriales, M. Bernard ANDRE a été élu pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

ORDRE DU JOUR

I - APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL

✓ Approbation du procès-verbal de la séance du 31 Aout 2017

Le procès-verbal de la séance du Jeudi 31 Aout 2017, préalablement transmis aux Conseillers Municipaux est adopté sans observations, à l'unanimité.

II - DÉLIBÉRATIONS

1 – Délibération N°2017-12/41 : *Département Seine et Marne : Signature de la convention pluriannuelle relative à l'assistance technique, dans le domaine de l'assainissement*

Considérant l'éligibilité actuelle de la collectivité à l'assistance technique départementale dans les domaines de l'assainissement et de la protection de la ressource en eau selon le décret n° 2007-1868 du 26 décembre 2007

Considérant le modèle de convention pluriannuelle transmis par les services du Conseil départemental sur le sujet

Considérant les tarifs applicables annuellement pour bénéficier de cette assistance technique ainsi que le seuil de recouvrement appliqué par le Département qui implique une gratuité pour la commune

Le Conseil municipal décide, à l'unanimité, après en avoir délibéré, de signer la convention pluriannuelle en deux exemplaires en retenant l'option suivante : assainissement collectif

De renvoyer les deux exemplaires signés et la présente délibération à la Direction de l'Eau, de l'Environnement et de l'Agriculture du Conseil départemental (service du SATESE).

2 – Délibération N°2017-12/42 : *Transfert de la compétence PLU, autorisation donnée à la communauté d'agglomération de poursuivre le PLU engagé par la commune*

Mme Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu l'arrêté préfectoral 2017/DRCL/BCCCL/n°91 du 14 novembre 2017 portant création de la communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie issue de la fusion des communautés de communes du Pays de Coulommiers et du Pays Fertois,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération au 1^{er} janvier 2018 et notamment l'exercice de la compétence « Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme et carte communale »

Vu l'Article L 153-9 du code de l'Urbanisme qui précise que lorsque la procédure a été engagée par une commune, l'accord de celle-ci est requis pour que la procédure soit poursuivie par l'EPCI. L'établissement public de coopération intercommunale se substitue de plein droit à la commune dans tous les actes et délibérations afférents à la procédure engagée avant la date de sa création, de sa fusion, de la modification de son périmètre ou du transfert de la compétence.

Vu la délibération n° 2015-07/32 en date du 02/07/2015 prescrivant l'élaboration du Plan local d'Urbanisme,

Considérant la volonté de la commune de poursuivre la procédure,

Propose, de donner l'accord du conseil municipal pour autoriser la Communauté d'Agglomération Coulommiers Pays de Brie à poursuivre la procédure en cours jusqu'à son terme,

D'autoriser Mme le Maire à signer tout document nécessaire à l'exercice de cette compétence par la Communauté d'Agglomération

Après examen et délibéré à l'unanimité, le Conseil Municipal

Donne l'accord du conseil municipal pour autoriser la Communauté d'Agglomération Coulommiers Pays de Brie à poursuivre la procédure en cours jusqu'à son terme,

Autorise Mme le Maire à signer tout document nécessaire à l'exercice de cette compétence par la Communauté d'Agglomération

3 – Délibération N°2017-12/43 : approbation du rapport de la CLETC (commission locale d'évaluation des transferts de charges)

Madame le Maire

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment celles de l'article L. 5211-5, ainsi que celles des articles L. 5214-1 et suivants de ce code ;

Vu les dispositions de la loi du 12 juillet 1999 relatives au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

Vu l'arrêté préfectoral n°2016/DRCL/BCCCL/N°107 du 15 décembre 2016 créant la communauté de communes issue de la fusion du Pays de Coulommiers et de la Brie des Moulins.

Vu les statuts de la communauté de communes du Pays de Coulommiers,

Vu le rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges du 27 septembre 2017,

Vu le IV de l'article 1609 nonies C du code général des impôts qui dispose que le rapport de la CLETC « est approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux prévue au premier alinéa du II de l'article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales, prises dans un délai de trois mois à compter de la transmission du rapport au conseil municipal par le président de la commission »,

PROPOSE d'approuver le rapport de la CLETC annexé à la présente délibération

Après examen et délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

DECIDE :

APPROUVE le présent rapport de la CLETC de la CC du Pays de Coulommiers du 27 septembre 2017

4 – Délibération N°2017-12/44 : Contrat rural : acceptation des travaux du contrat rural pour le Département et la Région

Madame le Maire expose au Conseil Municipal les objectifs de la politique des contrats ruraux, élaborés conjointement par le Conseil Régional et le Conseil Départemental, et permettant d'aider les communes de moins de 2 000 habitants à réaliser un programme pluriannuel d'investissements concourant à l'aménagement durable d'une partie du territoire régional.

Après un examen approfondi du territoire de la commune et des actions à entreprendre en cohérence avec le document d'urbanisme local en vigueur, il apparaît souhaitable de solliciter un contrat rural portant sur les opérations suivantes :

- 1) renforcement de chaussée route de FERRIERES pour 82 000 € H.T.
- 2) renforcement de chaussée et zone de croisement route de MAISON ROUGE pour 147 300 € H.T
- 3) renforcement de chaussée route de LA CRESSONNIERE pour 22 500 € H.T
- 4) renforcement de chaussée pour passage de bus au carrefour de l'ORGERE pour 25 650€ H.T
- 5) renforcement de chaussée et calibrage sur 800 m de la route de RANCHIEN pour 145 000€ H.T

Le montant total des travaux s'élève à 422 450 € H.T.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve le programme de travaux présenté par la maîtrise d'œuvre DIDIER JAKUBCZAK et Madame le Maire et décide de programmer les opérations décrites plus haut pour les montants indiqués suivant l'échéancier annexé.

Le Conseil Municipal s'engage:

- sur le programme définitif et l'estimation de chaque opération,
- sur la maîtrise foncière et/ ou immobilière de l'assiette des opérations du contrat,
- sur le plan de financement annexé,
- sur une participation minimale conforme aux dispositions légales en vigueur et sur le financement des dépassements éventuels,
- à réaliser le contrat dans un délai maximum de trois ans à compter de la date d'approbation du contrat par la dernière assemblée délibérante et selon l'échéancier prévu,
- à assurer la prise en charge des dépenses de fonctionnement et d'entretien des opérations liées au contrat,
- à ne pas commencer les travaux avant l'approbation du contrat par la Commission Permanente du Conseil Régional et Départemental,
- à maintenir la destination des équipements financés pendant au moins dix ans,
- à mentionner la participation de la Région Ile-de-France et du Département de SEINE ET MARNE et d'apposer leur logotype dans toute action de communication.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré

- sollicite de Madame la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France et de Monsieur le Président du Conseil Départemental de SEINE ET MARNE l'attribution d'une subvention conformément au règlement des nouveaux Contrats Ruraux, au taux de 40 % pour la Région et de 30 % pour le Département dans la limite du montant de la dépense subventionnable autorisée, soit 422 450€ pour un montant plafonné à : 370 000€
- décide de déposer un dossier en vue de la conclusion d'un nouveau contrat rural selon les éléments exposés,
- autorise Madame le Maire à signer tous les documents s'y rapportant.

Le Conseil Municipal a désigné Monsieur JAKUBCZAK, pour assurer la maîtrise d'œuvre des opérations qui le concernent.

5 – Délibération N°2017-12/45 : Contrat rural : présentation et acceptation de l'échéancier prévisionnel de réalisation et de l'emprunt

Madame le Maire expose au Conseil Municipal les différents besoins de renforcement de voirie en différents lieux et de déposer auprès des services régionaux et départementaux, un contrat rural.

Le contrat rural portant sur les opérations suivantes :

- 1) renforcement de chaussée route de FERRIERES pour 82 000€ H.T.
- 2) renforcement de chaussée et zone de croisement route de MAISON ROUGE pour 147 300€ H.T
- 3) renforcement de chaussée route de LA CRESSONNIERE pour 22 500€ H.T
- 4) renforcement de chaussée pour passage de bus au carrefour de l'ORGERE pour 25 650€ H.T
- 5) renforcement de chaussée et calibrage sur 800 m de la route de RANCHIEN pour 145 000€ H.T

La somme globale estimée des travaux telle qu'elle apparait dans le tableau de financement du maître d'œuvre s'élève à 422 450 € H.T, la subvention du conseil départemental est de 111 000€ et celle de la région 148 000€.

La participation de la commune serait au final de 163 450€ HT et 84 490 € de TVA à 20 %.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré :

- autorise Mme Le Maire à signer le contrat rural avec les différents partenaires avec le programme et estimation de chaque opération citée,
- Accepte le tableau échéancier prévisionnel qui sera à communiquer pour avis à la DGFIP
- autorise Mme Le maire à signer un emprunt auprès de services bancaires pour une somme de 100 000€ sur une durée à court terme de 2 ans,
- Accepte le plan de financement annexé.

6 – Délibération N°2017-12/46 : Indemnité de conseil allouée au Comptable du Trésor

Mme le Maire explique que la commune a changé de trésorerie et a donc un nouveau comptable, Mme Guenezan à la trésorerie de Coulommiers.

Le conseil municipal accepte, à l'unanimité, le versement des indemnités de conseil au comptable du Trésor chargé des fonctions de receveur de la commune.

7 – Délibération N°2017-12/47 : Régime indemnitaire de la commune de Marolles en Brie tenant compte des Fonctions Sujétions Expertise Engagement Professionnel RIFSEEP

Le Conseil Municipal,

Sur rapport de Madame le Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'une nouvelle indemnité dite IFSE (indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise) pour la Fonction Publique d'Etat,

Vu le décret 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu la circulaire NOR RDEF1427139 C du 05/12/2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu la circulaire ministérielle du 3 avril 2017 concernant la mise en place du RIFSEEP,

Vu l'avis du Comité Technique en date du 17/10/2017, relatif à la mise en place des critères professionnels liés aux fonctions, sujétions, expertise et à la prise en compte de l'expérience professionnelle pour la partie IFSE et de la manière de servir et de l'engagement professionnel pour la partie CIA en vue de l'application du RIFSEEP, aux agents de la collectivité de Marolles en Brie

Vu le tableau des effectifs,

Vu les crédits inscrits au budget,

Considérant qu'il y a lieu d'appliquer le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP),

Le Maire propose à l'assemblée délibérante d'instaurer le RIFSEEP, d'en déterminer les critères d'attribution et décide de mettre en place le nouveau régime indemnitaire composé de 2 éléments:

- l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise liée aux fonctions exercées par l'agent et à son expérience professionnelle (IFSE),
- le complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA).

ARTICLE 1 : Date d'effet

A compter du 1^{er} janvier 2018 il est proposé à l'assemblée délibérante d'instituer comme suit la mise en œuvre du RIFSEEP.

Ce régime indemnitaire se compose de deux parties :

- Une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) ;
- Un complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA)

ARTICLE 2 : Les bénéficiaires

- les fonctionnaires titulaires et stagiaires, affiliés à la CNRACL et/ou à l'IRCANTEC, à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,

ARTICLE 3 : Grades concernés

Les grades concernés par le RIFSEEP sont :

- Adjoint administratif principal de 1^{ère} et 2^{ème} classe
- Adjoint technique

➤ Mise en place de l'IFSE

ARTICLE 4 : Détermination des groupes de fonctions et des montants maxi pour le cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux

ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX Arrêté ministériel du 20 mai 2014		MONTANTS ANNUELS	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	Montant maxi fixé par la collectivité *	Plafonds réglementaires à ne pas dépasser
Groupe 1	secrétariat de mairie, Gestion comptable, organisation du conseil municipal, secrétariat du Maire, état civil, recensement militaire, budget, subventions, marchés publics, urbanisme, gestion du cimetière, accueil, régies, élections	11 340 €	11 340 €

*Pour un temps complet, à ramener au temps de travail

Détermination des groupes de fonctions et des montants maxi pour le cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux

ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX Arrêté ministériel du 16 juin 2017		MONTANTS ANNUELS	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	Montant maxi fixé par la collectivité *	Plafonds réglementaires à ne pas dépasser
Groupe 2	Adjoint technique, entretien Mairie, école et salle des fêtes	10 800 €	10 800 €

*Pour un temps complet, à ramener au temps de travail

ARTICLE 5 : Ventilation des groupes de fonctions au sein du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux

Les emplois sont classés en groupe de fonctions selon les critères suivants :

- Responsabilité financière,
- Autonomie,
- Initiative,
- Habilitations règlementaires,
- Sujétions particulières liées au poste (disponibilité soirée et week-end, amplitude horaire importante),
- Confidentialité
- Mise en place et mise à jour des procédures

Groupe 1 : Les adjoints administratifs territoriaux associés aux critères suivants :

Expertise ou technicité particulière nécessaire à l'exercice des fonctions : Logiciels : Elections, population, état civil, compta, budgets, gestion des biens, gestion du personnel, Suivi dossiers agents, carrières, Dématérialisation comptable : PESV2, Actes, Habilitations : DGFIP, Cadastre, Urbanisme, Secrétariat de la Mairie

Ventilation des groupes de fonctions au sein du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux

Les emplois sont classés en groupe de fonctions selon les critères suivants :

- Ponctualité,
- Initiative,
- Règles de sécurité
- Sujétions particulières liées au poste (station debout)

Groupe 2 : Les adjoints techniques territoriaux associés aux critères suivants :

- Discrétion
- Rigueur, Autonomie
- Respect du matériel utilisé

ARTICLE 6 : Définition de l'enveloppe globale afférente à l'IFSE des adjoints administratifs territoriaux

Pour l'application de ce paragraphe, seuls sont pris en compte les emplois inscrits au budget et effectivement pourvus. En rapport avec les montants maximum de l'IFSE ci-dessus indiqués, l'enveloppe globale afférente aux groupes est déterminée comme suit :

Groupe 1 : 11 340 € x par le nombre d'adjoints administratifs territoriaux dont les fonctions sont classées en groupe 1.

Définition de l'enveloppe globale afférente à l'IFSE des adjoints techniques territoriaux

Pour l'application de ce paragraphe, seuls sont pris en compte les emplois inscrits au budget et effectivement pourvus. En rapport avec les montants maximum de l'IFSE ci-dessus indiqués, l'enveloppe globale afférente aux groupes est déterminée comme suit :

Groupe 2 : 10 800 € x par le nombre d'adjoints techniques territoriaux dont les fonctions sont classées en groupe 2.

ARTICLE 7 : Définition des modalités de répartition des montants indemnitaires par grade à l'intérieur des groupes de fonction pour le cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux

ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX Arrêté ministériel du 20 mai 2014		MONTANTS ANNUELS	
GROUPES DE FONCTIONS	GRADES	Montant indemnitaire mini fixé par la collectivité *	Montant mini réglementaire Par grade
Groupe 1	adjoint administratif principal de 1 ^{ère} et 2 ^{ème} classe	1 350 €	1 350 €

*Pour un temps complet, à ramener au temps de travail

Définition des modalités de répartition des montants indemnitaires par grade à l'intérieur des groupes de fonction pour le cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux

ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX Arrêté ministériel du 16 juin 2017		MONTANTS ANNUELS	
GROUPES DE FONCTIONS	GRADES	Montant indemnitaire mini fixé par la collectivité *	Montant mini réglementaire Par grade
Groupe 2	adjoint technique	1 200 €	1 200 €

*Pour un temps complet, à ramener au temps de travail

ARTICLE 8 : Maintien du régime indemnitaire antérieur

Conformément à l'article 6 du décret du 20 mai 2014 « lors de la première application des dispositions du présent décret, le montant indemnitaire mensuel perçu par l'agent au titre du ou des régimes indemnitaires liés aux fonctions exercées ou au grade détenu et, le cas échéant, aux résultats, à l'exception de tout versement à caractère exceptionnel, est conservé au titre de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise jusqu'à la date du prochain changement de fonctions de l'agent ».

Les agents relevant des cadres d'emploi énumérés ci-dessus conserveront le montant indemnitaire qu'ils percevaient mensuellement avant la mise en place du RIFSEEP, au titre de l'IFSE.

ARTICLE 9 : Prise en compte de l'expérience professionnelle donnant lieu à réexamen de l'IFSE

Ce montant fera l'objet d'un réexamen au regard de l'expérience professionnelle et :

- En cas de changement de fonctions ou d'emploi,
- En cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours,
- Au moins tous les ans en fonction de l'expérience acquise par l'agent.

L'IFSE pourra être modulée en fonction de l'expérience professionnelle. Il est proposé de retenir les critères de modulation suivants :

- la diversification des compétences et des connaissances,
- L'évolution du niveau de responsabilités,
- Gestion d'un événement exceptionnel permettant d'acquérir une nouvelle expérience ou d'approfondir les acquis,

ARTICLE 10 : Périodicité et modalité de versement de l'IFSE

L'IFSE est versée mensuellement. Le montant de l'IFSE suit le sort des éléments obligatoires de la rémunération.

ARTICLE 11 : Modalités de maintien de l'IFSE en cas d'absence

Absence	Taux maintien IFSE	Durée du versement
Congés annuels	100 %	
Maladie Ordinaire	100 %	3 mois
	50 %	9 mois
Maladie longue maladie	100 %	1 an
	50 %	2 ans
Congé longue durée	100 %	3 ans
	50 %	2 ans
Congé grave maladie	100 %	1 an
	50 %	2 ans
Maladie professionnelle et/ou accident du travail	100 %	1 an
	50 %	2 ans
Congés pour maternité, paternité, adoption	100 %	
Reprise à mi-temps thérapeutique	50 %	6 mois
Absences autorisées (décès, mariage, etc...)	100 %	
Absence non justifiée	0 %	
Grève	0 %	
Jours « enfants malades »	100 %	

ARTICLE 12 : Exclusivité de l'IFSE

L'IFSE est exclusive de toutes autres indemnités liées aux fonctions, à l'exception des primes et indemnités légalement cumulables.

Par ailleurs, la part fixe (IFSE) est cumulable avec :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (frais de déplacement, etc.) ;
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes ...)
- La nouvelle bonification indiciaire (NBI), étant donné que, si l'agent remplit les conditions nécessaires à son versement, elle constitue un élément obligatoire de la rémunération ;
- Le supplément familial de traitement (SFT) ;
- L'indemnité de responsabilité de Régisseur.

ARTICLE 13 : Attribution

L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté appliquant les dispositions de la présente décision.

➤ Mise en place du Complément indemnitaire annuel CIA

Un complément indemnitaire annuel pourra être versé en fonction de la valeur professionnelle et de l'investissement de l'agent appréciés lors de l'entretien professionnel.

L'autorité territoriale arrête le montant du CIA déterminé, en tenant compte des résultats de l'évaluation professionnelle selon les critères suivants :

- L'investissement personnel, Disponibilité,
- La prise d'initiative,
- Les résultats professionnels obtenus eu égard aux objectifs fixés dans l'année,
- Les qualités relationnelles,
- La manière de servir,
- Connaissances professionnelles et techniques

ARTICLE 14 : La détermination des groupes de fonctions et des montants maximums

Chaque cadre d'emplois est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds fixés dans la limite des plafonds applicables à la fonction publique d'Etat.

L'autorité territoriale arrêtera les montants individuels en tenant compte des critères d'évaluation ci-dessus.

L'entretien professionnel pris en compte sera celui de l'année N-1 pour un versement du CIA en année N. Ces montants ne sont pas reconductibles automatiquement d'une année sur l'autre et peuvent être compris entre 0 et 100% du montant maximal.

Vu la détermination des groupes relatifs au versement de l'IFSE, les plafonds annuels du complément indemnitaire sont fixés comme suit :

ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX Arrêté ministériel du 20 mai 2014		MONTANTS ANNUELS	
GROUPE DE FONCTIONS	EMPLOIS	Montant maxi fixé par la collectivité *	Plafonds réglementaires à ne pas dépasser
Groupe 1	adjoint administratif principal de 1 ^{ère} et 2 ^{ème} classe	1 260 €	1 260 €

*Pour un temps complet, à ramener au temps de travail

ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX Arrêté ministériel du 16 juin 2017		MONTANTS ANNUELS	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	Montant maxi fixé par la collectivité *	Plafonds réglementaires à ne pas dépasser
Groupe 2	Adjoint technique	1 200 €	1 200 €

*Pour un temps complet, à ramener au temps de travail

ARTICLE 15 : définition de l'enveloppe globale afférente au CIA

➤ des adjoints administratifs territoriaux

Groupe 1 : 1.260 € x par le nombre d'adjoints administratifs territoriaux dont les fonctions sont classées en groupe 1.

➤ des adjoints techniques territoriaux

Groupe 2 : 1.200 € x par le nombre d'agents de maîtrise territoriaux dont les fonctions sont classées en groupe 2.

ARTICLE 16 : Modalités de versement

Le C.I.A est versé en une fois en année N selon la réalisation des objectifs issus de l'entretien professionnel réalisé en N-1 ; Le montant du CIA suit le sort des éléments obligatoires de la rémunération.

ARTICLE 17 : Modalités de maintien du CIA en cas d'absence

Absence	Taux maintien CIA	Durée du versement
Congés annuels	100 %	
Maladie Ordinaire	100 %	3 mois
	50 %	9 mois
Maladie longue maladie	100 %	1 an
	50 %	2 ans
Congé longue durée	100 %	3 ans
	50 %	2 ans
Congé grave maladie	100%	1 an
	50 %	2 ans
Maladie professionnelle et/ou accident du travail	100 %	1 an
	50 %	2 ans
Congés pour maternité, paternité, adoption	100 %	
Reprise à mi-temps thérapeutique	50 %	6 mois
Absences autorisées (décès, mariage, etc...)	100 %	
Absence non justifiée	0 %	
Grève	0 %	
Jours « enfants malades	100 %	

ARTICLE 18 : Exclusivité du CIA

Le C.I.A est exclusif de toutes autres indemnités liées à la manière de servir, légalement cumulables.

Par ailleurs, le CIA est cumulable avec :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (frais de déplacement, etc.) ;
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes ...)
- La nouvelle bonification indiciaire (NBI), étant donné que, si l'agent remplit les conditions nécessaires à son versement, elle constitue un élément obligatoire de la rémunération ;
- Le supplément familial de traitement (SFT) ;
- L'indemnité de responsabilité de Régisseur.

Après en avoir délibéré le conseil municipal décide :

D'instaurer à compter du 1^{er} Janvier 2018

- L'IFSE dans les conditions indiquées ci-dessus,
- Le CIA dans les conditions indiquées ci-dessus,
- de prévoir la possibilité du maintien aux fonctionnaires concernés à titre individuel, de leur montant antérieur plus élevé en application de l'article 88 de la loi 26 janvier 1984,
- Que les crédits correspondants seront calculés dans les limites fixées par les textes de référence et inscrits chaque année au budget.

8 – Délibération N°2017-12/48 : SNE : création du service public de la DECI

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment,

Vu les articles L2225-1 à L2225-4 et L.2213-32 relatifs au service public de la défense extérieure contre l'incendie et aux pouvoirs de police spéciale du maire,

Vu les articles R 2225-1 à 2225-10 relatifs à la défense extérieure contre l'incendie,

Vu l'arrêté préfectoral n°2017/039/CAB/SIDPC en date du 24/02/2017 arrêtant le règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie du département de Seine et Marne,

Vu le rapport présenté par Mme le Maire,

LE Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE

- la création du service public de la défense extérieure contre l'incendie,
- de joindre en annexe ; la liste des points eaux assurant la DECI de la commune.

9 – Délibération N°2017-12/49 : SNE : Prestations de contrôle des poteaux et bouches d'incendie

Vu la réforme de la DECI et l'arrêt de la prestation de pesée des poteaux et bornes à incendie réalisée jusqu'à présent par le SDIS,

Vu que les poteaux et bornes sont raccordés au réseau d'eau public, propriété du Syndicat d'alimentation en eau potable de la région Nord est de Seine et Marne,

Vu le risque sanitaire encouru lors des manœuvres de ces éléments et les dysfonctionnements et dégradations engendrés sur le territoire lors de ces pesées,

Vu la convention présentée par Mme le Maire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil municipal autorise le Maire à signer la convention de prestations de contrôle des poteaux et bouches d'incendie avec le Syndicat d'alimentation en eau potable de la région Nord est de Seine et Marne,

10 – Délibération N°2017-12/50 : SNE : Adoption du RPQS 2016

Mme le Maire expose le Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable (RPQS) et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, adopte le RPQS 2016.

11 – Délibération N°2017-12/51 : Accessibilité : acceptation du plan de mise en accessibilité des voiries et espaces publics

Mme le Maire présente le Plan de Mise en Accessibilité de la voirie et des espaces publics, établi par le cabinet Qualiconsult en 2011.

Le conseil municipal approuve à l'unanimité le Plan de Mise en Accessibilité de la voirie et des espaces publics, établi par le cabinet Qualiconsult en 2011.

12 – Délibération N°2017-12/52 : Accessibilité : Elaboration d'un Plan de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics (PAVE)

Vu le code général des collectivités territoriales

Vu la loi 205-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et notamment son article 45

Vu le décret N°2006-1657 du 21 décembre 2006 relatif à l'accessibilité de la voirie et des espaces publics

Vu le décret N°2006-1658 du 21 décembre 2006 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics

Considérant que la politique d'accessibilité vise à adapter le cadre de vie à l'ensemble de la population, y compris les personnes handicapées et les personnes à mobilité réduite, favoriser la mobilité et s'assurer que la chaîne des déplacements est accessible dans toute sa continuité pour ces personnes.

Considérant que la politique d'accessibilité s'appuie sur deux types d'actions complémentaires à savoir :

- Profiter de toutes les opportunités qu'offrent les constructions et aménagements neufs pour les rendre accessibles dès leur départ
- Examiner le cadre de vie existant pour déterminer les travaux nécessaires afin de l'adapter aux personnes handicapées ou à mobilité réduite.

Considérant que pour ce deuxième type d'action, il est fait obligation à la commune d'élaborer un document de planification dénommé « plan de mise en accessibilité de sa voirie et de ses espaces publics » (PAVE) fixant les dispositions susceptibles de les rendre plus accessibles à l'ensemble des citoyens.

Le PAVE :

- précise les mesures à prendre pour améliorer l'état d'accessibilité des voies et espaces publics existants ;
- indique les délais et priorités de réalisation ;
- précise la périodicité de son évaluation ;
- définit quand et comment il pourra être révisé.

Considérant que l'élaboration du PAVE doit respecter un certains nombres d'obligations juridiques :

- Obligation de publicité de la délibération : affichage pendant un mois en mairie, transmission à la commission départementale de sécurité et d'accessibilité (CCDSA) pour les communes de moins de 5 000 habitants qui n'ont pas l'obligation de créer une commission communale, et au conseil départemental de consultation des personnes handicapées (CDPH) ;

- Obligation de concertation ;
- Obligation de solliciter l'avis de l'autorité gestionnaire des voies non gérées par la commune avant l'adoption définitive du PAVE par le conseil municipal une fois celui-ci établi.

Le conseil municipal détermine les lieux :

- Mairie / Ecole
- Eglise
- Cimetière
- Salle des fêtes
- Aire de jeux / terrain de sport

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents, décide :

D'élaborer le plan de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics de la commune et de mettre en place les travaux pour l'accessibilité sur 2 ans.

Le Programme est annexé à la présente délibération.

Le conseil municipal accepte que Mme le Maire atteste l'accessibilité d'un ERP (Cimetière et Eglise).

13 – Délibération N°2017-12/53 : DETR : Mise en accessibilité des locaux communaux, phase 1

Madame le Maire fait part au Conseil Municipal de la nécessité de faire la mise en accessibilité d'une partie des locaux communaux. Plusieurs devis ont été demandés.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Décide de procéder à la mise en accessibilité d'une partie des locaux communaux,

Après l'étude des différents devis, le conseil municipal choisit :

1/ pour la maçonnerie à la Mairie, l'entreprise BAUJARD à Choisy en Brie pour un montant de 3 330 € HT

2/ pour les escaliers intérieurs et le secrétariat de la mairie, l'entreprise ADEQUAT à Valence pour un montant de 975,07 € HT

3/ pour la pose de la boucle magnétique, l'entreprise DEACO à Nesmy pour un montant de 232,42 € HT

4/ pour la plateforme élévatrice automatique, l'entreprise France AUTONOMIE à Chelles pour un montant de 9 250,00 € HT

5/ pour la plomberie à la salle des fêtes, l'entreprise PIERLOT à Sablonnière pour un montant de 1 815,30 € HT

Approuve le projet d'investissement pour un montant prévisionnel global de 15 602,79 € HT, soit 17 382,09 € TTC

Sollicite l'aide financière de l'Etat au titre de la DETR 2018 à hauteur de 12 482,23€ soit 80 % du montant HT.

Arrête les modalités de financement : l'ETAT pour un montant de 12 482,23 € HT

Place ce projet au 1^{er} rang des priorités,

Approuve le projet d'investissement,

Autorise Madame le Maire à signer toutes pièces relatives à ce dossier.

14 – Délibération N°2017-12/54 : DETR : Travaux d'aménagement du cimetière phase 2 : réfection du mur de clôture côté Nord extérieur

Madame le Maire fait part au Conseil Municipal de la nécessité de procéder à la réfection du mur de clôture du cimetière côté Nord extérieur. Plusieurs devis ont été demandés.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Décide de faire la réfection du mur de clôture du cimetière,

Après l'étude des différents devis, le conseil municipal choisit :

L'entreprise BAUJARD à Choisy en Brie pour un montant de 8 013 € HT

Approuve le projet d'investissement pour un montant prévisionnel global de 8 013 € HT, soit 9 615,60 € TTC

Sollicite l'aide financière de l'Etat au titre de la DETR 2018 à hauteur de 6 410,40€ soit 80 % du montant HT.

Arrête les modalités de financement : l'ETAT pour un montant de 6 410,40 € HT

Place ce projet au 2^{ème} rang des priorités,

Approuve le projet d'investissement,

Autorise Madame le Maire à signer toutes pièces relatives à ce dossier.

15 – Délibération N°2017-12/55 : FER : Réhabilitation de la salle des fêtes phase 2 : Peinture extérieure de ravalement, réfection du toit-terrasse et remplacement de la porte d'entrée du sas

Madame le Maire expose au conseil municipal que la demande de subvention dans le cadre du Fonds d'Equipement Rural 2018 a pour objet la Réhabilitation de la salle des fêtes phase 2 : Peinture extérieure de ravalement, réfection du toit-terrasse et remplacement de la porte d'entrée du sas.

Après l'étude des différents devis, le conseil municipal choisit dans un premier temps :

L'entreprise Feldis pour 6 766 € HT

L'entreprise Caron pour 16 870,68 € HT

Le devis de la porte d'entrée n'est pas encore arrivé. Une nouvelle délibération sera faite ultérieurement.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, approuve les travaux.

16 – Délibération N°2017-12/56 : Travaux d'enfouissement d'Orange « rue du Cèdre »

Mme le Maire expose les travaux nécessaires à l'enfouissement par Orange « rue du Cèdre ».

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal accepte les travaux pour un montant de 3 800,90 € TTC

Et autorise Mme le Maire à signer la convention.

17 - Alarme sur la station d'épuration

Mme le Maire expose qu'il est nécessaire de changer la centrale d'alarme de la station d'épuration et d'ajouter un carte SIM pour les appels. Le coût de ce remplacement est de 1 056 €.

18 - SDESM : Travaux d'enfouissement des réseaux électriques 2019

Le conseil municipal décide de demander un devis pour les enfouissements des réseaux électriques en 2019, pour l'entrée du village et une partie de la rue Courte Soupe.

19 – Questions Diverses

- Projet d'achat d'une saleuse, plusieurs devis seront demandés.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est clôturée à 23h30.



Fait et délibéré en séance, les, jour, mois et an susdits.